

L'école aux quotidiens

La presse en a parlé. Nous y revenons. À partir d'une information ou d'un évènement récent, **entrées libres** interroge une personnalité, du monde scolaire ou non. L'occasion, pour elle, de nous proposer un éclairage différent, un commentaire personnel, voire d'interroger la question ainsi posée.

Et vous, qu'en pensez-vous?

Vers l'avenir

13/01/2006

La Libre BELGIQUE

16/01/2006

PÉNURIE + CHÔMAGE = PARADOXE

D'un côté, plus de 260.000 demandeurs d'emploi en Wallonie; de l'autre, des métiers qui ne trouvent pas candidats, et une offre d'emploi sur cinq qui fait l'objet de difficultés de recrutement... La Région wallonne et le Forem se trouvent là devant un sérieux paradoxe et une nécessité de réagir. C'est pourquoi ils lancent le plan "Job Focus", dont l'objectif est de dégager 75 millions d'euros sur 4 ans en Wallonie, pour financer des initiatives de diagnostic, de sensibilisation et de formation. Il faudra déterminer les causes et l'ampleur des pénuries, affiner les profils recherchés par les entreprises et organiser des formations adéquates. Neuf tables rondes seront organisées par secteur pour effectuer un travail de détection indispensable, vu la diversité des pénuries. Le plan de travail comprendra par ailleurs quatre axes: l'identification et l'anticipation systématique de 40 métiers en pénurie (une action "métiers" traitera 10 métiers par année au rythme d'un métier par mois pendant 4 ans). Le Forem pointe déjà une cinquantaine de professions

plus ou moins critiques en Wallonie, dont celles d'ingénieur, infirmier, plombier, technicien électricien, mécanicien... Ensuite, il faudra traduire cette identification en actions concrètes, en tenant compte de la diversité régionale. Le troisième axe veillera à augmenter le volume des formations qualifiantes dans les fonctions critiques. Et enfin, les demandes des entreprises et des candidats seront traitées individuellement, afin d'établir une relation plus étroite avec les entreprises en recherche de compétences.

Et vous qu'en dites vous?

■ **Thierry DEVILLEZ, président de la CCPQ¹ et directeur du département Emploi-Formation de l'Union wallonne des Entreprises**

"Grâce au plan «Job Focus», l'essentiel est que l'on va pouvoir réunir les opérateurs de formation et les entreprises", estime Thierry DEVILLEZ. "Il faudrait mettre autour de la table toutes les personnes concernées par la problématique, dont les acteurs de l'enseignement obligatoire, mais aussi ceux de l'enseignement supérieur et de la promotion sociale... Le Forem n'est pas le seul opérateur de formation. Ils doivent tous être impliqués dans les tables rondes prévues pour détecter les pénuries". Par ailleurs, Thierry DEVILLEZ s'étonne que l'identification des 40 métiers concernés ne soit pas encore terminée... Et selon lui, celle-ci devrait se faire sur base des entreprises, et non du service public de l'emploi.

Cependant, "Le point positif est que l'on va systématiser l'identification des métiers concernés par les pénuries, dont on va alors pouvoir déterminer les causes. «Job Focus» concerne aussi les opérateurs de placement; il est donc important d'objectiver les compétences des demandeurs d'emploi. Par exemple, on constate une pénurie de maçons, alors qu'il y a suffisamment de jeunes inscrits comme demandeurs d'emploi en maçonnerie... En fait, ceux-ci ne sont en réalité pas compétents, n'ayant plus les capacités physiques pour exercer leur métier, ou ayant suivi une formation aujourd'hui dépassée... Il y a toutes sortes de situations! Ce sera certainement un long parcours, et quand on aura fini, on pourra déjà recommencer... Mais ce travail est nécessaire! Et il faut surtout se donner les outils d'une révision, sans nécessairement tout vouloir remettre en question".

■ **Carol DESCAMPS, chef de Cabinet adjointe, cellule Emploi, Économie et Formation du Cabinet de la Ministre de la formation M. ARENA**

"Cette idée est issue du plan Marshall pour la Région wallonne, qui consacre une bonne partie du budget formation à la lutte contre les pénuries, rappelle Carol DESCAMPS. L'objectif était donc de mettre sur pied, en partenariat avec le Forem, un plan comprenant des actions de soutien à l'emploi et des actions visant le public. Après le



Photo: François TEFNIN

diagnostic des métiers en pénurie et le contact particulier prévu avec les demandeurs d'emploi, on mettra en place des formations particulières. À cet égard, le Forem ne sera pas le seul opérateur, mais sera centralisateur des formations. Par exemple, pour le métier de boucher, deux conventions sont prévues: l'une avec l'IFAPME, l'autre avec la Promotion sociale, tous deux s'adressant aux demandeurs d'emploi. Les Inspecteurs de l'enseignement seront aussi invités aux tables rondes organisées dans le cadre de l'opération. Ils seront donc associés aux réflexions et pourront collaborer avec les différentes composantes".

En ce qui concerne l'orientation, "Le Cabinet de la Ministre ARENA s'occupe aussi d'un dossier concernant les centres PMS, auxquels on devrait transmettre toutes les informations récoltées dans le cadre de «Job Focus». Ils doivent restés informés sur l'état du marché de l'emploi, afin de pouvoir orienter les jeunes correctement. De même, les informations devraient circuler au niveau des hautes sphères de l'Administration de l'Enseignement, pour que l'on puisse faire évoluer les contenus de cours si nécessaire".

Enfin, Carol DESCAMPS précise que le plan ne s'arrêtera pas à la mise en place de formations: un suivi sera assuré auprès des chômeurs ayant trouvé un emploi, et le plan «Job Focus» sera évalué chaque année. "L'espoir est ainsi de pouvoir mettre en place ce système pour

l'ensemble des métiers et ne pas se limiter aux métiers en pénurie".

■ **Bernard JACQUEMIN, président d'ADINDUS², directeur de l'Institut des Arts et Métiers de Virton**

"Le Forem ne s'attaque pas suffisamment aux causes du problème", constate Bernard JACQUEMIN. "Il faut plutôt d'abord conscientiser les parents et les élèves sur le choix de la bonne option et les convaincre de s'orienter dans ces formations touchées par la pénurie. En général, les jeunes se ruent sur l'option «technicien en informatique» alors que les places à la sortie sont limitées! Mais comment leur faire comprendre? Certaines filières sont porteuses d'emploi mais n'intéressent pas les jeunes. C'est le cas, par exemple, de la filière de «technicien en usinage» qui est désertée, alors qu'il y a beaucoup d'offres d'emploi dans le domaine et que nous avons investi dans des machines qui coutent très cher! De même, les jeunes se lancent souvent dans les métiers du tertiaire, pour lesquels il y a un surplus énorme de candidats alors que la pénurie est terrible au niveau des métiers de la construction... On a d'ailleurs dû fermer notre filière qualitative dans ce domaine".

Il est clair que se contenter de pointer les problèmes ne suffira pas. Lors de sa dernière AG, ADINDUS a d'ailleurs fait le constat de la désertion des options techniques industrielles, sans que l'on sache expliquer pourquoi. L'association a donc rédigé une étude à ce sujet, analysant ce que les

entreprises recherchent comme profils. Le document doit être prochainement distribué dans toutes les écoles industrielles.

■ **Daniel BARA, directeur du centre PMS de Virton**

"S'il y a des pénuries dans certains secteurs, on ne manque pas toujours de diplômés", constate, pour sa région, Daniel BARA. "Par exemple, il y a en fait beaucoup de diplômés de l'Horeca, mais les jeunes craignent les conditions de travail dans ce secteur. Par ailleurs, la province du Luxembourg manquait de carrossiers il y a 8-9 ans, mais maintenant ils sont trop nombreux!" D. BARA estime que, pour beaucoup de jeunes, l'orientation vers les sections professionnelles constitue un frein du fait de la mauvaise image de ces filières. "Du coup, beaucoup d'élèves terminent leur 6^e année du secondaire en étant incapables de suivre dans le supérieur. C'est donc au niveau des humanités qu'il faudrait agir afin d'orienter différemment ces jeunes et leur proposer des alternatives. Après leur rhéto, certains doivent repasser en 5^e professionnelle car ils ne sont finalement pas assez qualifiés; ou alors, ils sont dirigés vers des formations plus couteuses au niveau du Forem". ■

BRIGITTE GERARD

1. CCPQ: Commission Communautaire des Professions et Qualifications

2. ADINDUS: Association des directeurs du secteur industriel